

porations religieuses et le décret qui enlève l'instruction primaire aux séminaires, ordonnant que ces établissements cessent d'être des écoles d'enseignement public ; de l'autre côté, la *Nazione* affirme qu'il a été décidé que les processions religieuses ne pourraient plus avoir lieu dans les rues sans l'autorisation des autorités publiques, qui ont la faculté de les interdire. L'*Armonia* va plus loin : suivant elle, le nouveau garde-des-sceaux, M. Cortese, paraît "avoir pour programme la suppression de toutes les corporations religieuses." "La nomination de M. Cortese, ajoute l'*Italie*, est considérée par plusieurs journaux importants, par le *Perseveranza* entr'autres, comme une nouvelle garantie que le ministère ne suivra point une politique d'inertie et d'attente passive à l'égard des deux grandes questions de Rome et de Venise, mais qu'il continuera à poursuivre sans relâche la réalisation intégrale du programme national." Voilà qui est loin déjà de la brochure de M. d'Azeglio, commandée et chauffée par les ministres même ! Comment expliquer de telles infamies ; c'est le secret de Dieu.

A la question italienne se rattache, par le temps qui court, la question espagnole, qui est cousine de la question italienne. Le premier acte du ministère O'Donnell a été un démenti et un affront aux nobles traditions de son pays : il a reconnu tout simplement le royaume d'Italie. Mais il avait compté sans le sentiment populaire de la catholique Espagne. Les Cortès ont protesté, les évêques ont protesté et maintenant la grande voix du peuple proteste avec une éloquence qui aura de l'écho dans la chrétienté et brisera, sur l'heure, le ministère auteur de cette honte.

Le *Pinsomiento* exhorte énergiquement les catholiques à agir ; il leur montre que l'énergie des hommes de bien, des gens religieux, a été jusqu'à présent le plus puissant auxiliaire de la révolution et a mis l'Espagne au bord de l'abîme.

Que peut-on espérer d'un tel état de choses ? se demande un autre organe de l'opinion publique. Que peut-on espérer d'un pareil état d'indifférence religieuse ? L'Union libérale connaît parfaitement le terrain qu'elle foule. Pour braver le sentiment religieux de la nation, elle a moins compté sur ses forces que sur l'apatnie des catholiques. Si, devant les preuves publiques et multipliées de la corruption de l'enseignement universitaire, les catholiques eussent été moins égoïstes et plus zélés pour la religion qu'ils professent, ils auraient employé sans cesse les moyens légaux pour obtenir ce qu'ils ont le droit de réclamer tant que les lois actuelles de l'Espagne subsisteront, et certes ils ne se verraient pas aujourd'hui moqués par cette poignée d'hommes ambi-

tieux qui n'ont osé les attaquer dans ce qu'ils ont de plus cher que parce qu'ils comptaient sur leur indulgence.

"Contre cette minorité se trouve tout le reste de la nation. Jusqu'ici nos adversaires pouvaient avoir l'appui de quelques catholiques libéraux de bonne foi ; aujourd'hui, ce n'est plus possible, les camps sont officiellement séparés. Ou avec les principes de 1789, ou avec l'Encyclique de 1864 ; ou libéraux, ou catholiques.

"Vivons donc comme catholiques, soyons soumis et obéissants aux autorités, mais gardons-nous de rien négliger, dans la sphère légale, qui puisse tourner à l'avantage du catholicisme. Hier, nous avons adressé à la Reine nos respectueuses observations ; aujourd'hui, nous manifestons à Pie IX notre complète soumission et notre profond amour ; demain, il faudra faire autre chose ; et aujourd'hui, demain et toujours, nous nous tiendrons sur nos gardes et disposés à lutter contre nos ennemis, dans la forme légale qui conviendra le mieux, bien persuadés que le jour où les libéraux seront convaincus de notre résolution formelle et décisive de les combattre, ils nous priveront du plaisir de les mettre en déroute, en abandonnant le champ aux catholiques ou, ce qui est la même chose, en laissant l'Espagne au pouvoir des Espagnols."

Puisse ce jour arriver bientôt et pour la grandeur de l'Espagne et pour l'édification de la civilisation chrétienne !

Plaçons maintenant entre l'Espagne et l'Italie un mot sur l'Autriche et la Prusse, qui, comme se le rappellent nos lecteurs, se regardent d'un assez mauvais œil.

L'entrevue des deux souverains à Gastein et à Saltsbourg n'a produit ni la paix ni la guerre. Les Allemands s'entendent difficilement soit pour se battre soit pour se réconcilier. François-Joseph en est venu pourtant à un simulacre de convention avec Frédéric-Guillaume. Les esprits en Allemagne sont très-partagés sur le mérite de ce traité.

Dans la situation où elle se trouvait précisément, observe la *Morgen Post* de Vienne, l'Autriche était hors d'état de s'engager, à cause des duchés, dans un conflit sérieux ou même dans une guerre contre la Prusse ; tout ce qu'elle pouvait faire, c'était d'empêcher que la Prusse n'exploitât la situation pour nous déborder d'une manière irréparable. Ce but paraît avoir été atteint.

Le même journal ajoute : "L'exubérance subite des sentiments fédéraux de la Prusse et toutes les belles choses qui doivent être accordées à la nation allemande, la flotte allemande, le port fédéral, la force fédérale ne nous inspirent pas aujourd'hui un